

# Pyrénées : pourquoi la guerre de l'ours est rallumée



*Dans les Pyrénées françaises, l'ours fâche toujours. Photo archives AFP*

Depuis la réintroduction en 1996 de l'ours dans les Pyrénées, côté français, bergers et défenseurs du plantigrade, animal protégé, n'ont jamais vraiment enterré la hache de guerre. La saison d'estive 2013 qui s'achève ce lundi 30 septembre, marque pourtant **une résurgence insolite de la polémique et un durcissement dans les affrontements entre les pro et les anti**. Les accusations violentes et les noms d'oiseau pleuvent. Mais que se passe-t-il donc dans le massif pyrénéen ? Décryptage.

## L'affaire du dérochement de Pouilh

**Pouilh, Ariège, 9 septembre : sur une estive, une trentaine de brebis affolées dérochent (chutent dans le vide) d'une falaise.** Pour le berger qui découvre les cadavres au petit jour, traumatisé on s'en doute, c'est clair : c'est la faute de l'ours qui a effrayé le troupeau. **L'Addip-Aspap** (l'Association pour le Développement Durable de l'Identité des Pyrénées, opposée à l'implantation des grands prédateurs) évoque aussitôt des "agneaux lacérés par les oursons qui suivaient la mère". Pour les pro-ours qui défendent le plantigrade protégé c'est loin d'être aussi sûr. **L'expertise menée sur place par les agents de l'ONCFS le 11 septembre**, perturbée par les opposants à l'ours, ne parvient pas à prouver que les ours étaient à l'origine de l'accident où une trentaine de brebis a chuté dans une ravine. Ce qui fait dire à la Préfète de l'Ariège des anti-ours qui ont troublé l'expertise, qu'ils sont "vulgaires et irrationnels". Sympa.



## Action "Vigie Ours"

Un mois auparavant, fin juillet, dans le **Courserans**, les anti-ours avaient organisé une battue destinée à montrer qu'ils sont **prêts à tuer l'animal protégé**, délit passible de sept ans de prison. La riposte des pro-ours arrive le 17 septembre : **l'association de protection de l'ours Ferus**

**lance une action « Vigie Ours » dans les Pyrénées.** Elle appelle "les utilisateurs de la montagne" à traquer tout indice qui pourrait faire penser à "une action de braconnage" contre l'animal : pots de miel remplis de verres pilés, agitation inquiétante sur un secteur, présence inexplicable de cadavres qui pourraient être empoisonnés...

### **Dispositif de protection de l'Etat boycotté**

C'est aux alentours du Courserans où vivent vingt des vingt-deux ours recensés dans les Pyrénées que les attaques sont les plus nombreuses : 73 % des prédatons de brebis imputées au plantigrade sur la chaîne cette année ont été recensées dans les dix mêmes estives. Paradoxalement, seule une minorité d'entre elles ont adopté le "dispositif de protection" proposé par l'Etat : **des chiens patous et des enclos pour regrouper le troupeau avant la nuit.** Explication : les éleveurs ne croient pas à son efficacité, et jugent le procédé "inadapté au relief ariégeois et contraire à la pratique du pastoralisme". Dont acte.



### **Les dégâts d'ours en baisse de 36%**

Si le Courserans concentre l'essentiel des dégâts d'ours, **les bilans officiels des prédatons des plantigrades connaissent cependant une baisse significative.** En 2013, sur les huit premiers mois de l'année, ils s'annoncent même parmi les plus bas depuis 15 ans. **La baisse est de 36%** : le nombre de d'animaux d'élevage tué par les ours est passé de 180 en 2012 à 116 en 2013, alors que le nombre d'ours a très légèrement augmenté. Chutes, maladies, foudres, prédation... : **"il meurt environ 25 000 brebis par an dans les Pyrénées, dont seulement 250 à cause l'ours"**, précise **Alain Reynes, le directeur de Pays de l'ours-Adet.**

### **"Une affaire de gros sous"**

Alors, pourquoi soudain tant de bruit et surtout, pourquoi tant de haine ? Si **les morts de bétail imputées à l'ours sont indemnisées par l'Etat (176 euros la brebis)**, les éleveurs sont particulièrement remontés en cette fin de saison contre l'animal qu'ils accusent de saccager leur travail et de les atteindre aussi durablement leur moral, alors que les dégâts d'ours sont en diminution. **Alain Reynes**, qui reconnaît l'impact psychologique pour les éleveurs que représente la perte de leurs animaux, le relativise toutefois. Pour lui c'est clair comme de l'eau de roche : **le fond de l'histoire serait une affaire de gros sous.** Le défenseur des ours veut y voir une stratégie et relève qu'à **la fin de l'année 2013 s'achève le Plan de soutien à l'économie de montagne**, mis en place en 2007 : "S'en prendre à l'ours, est le meilleur moyen trouvé par les éleveurs pour attirer les regards sur le malaise de la profession et pour réclamer davantage d'aides, notamment à travers le Plan de soutien à l'économie de montagne mis en place en 2007. Celui-ci expire à la fin de l'année. **Ce n'est pas un hasard si la tension monte autour de l'ours à proximité des négociations.** Et le système ne fonctionne qu'à une seule condition : râler. "



### **Indemnisées "au bénéfice du doute"**

Et râler, ça marche, si l'on en croit le dénouement de l'affaire du dérochement de Pouilh qui tendrait à donner raison à Alain Reynes. Le 24 septembre dernier, la décision tombe : **les brebis victimes du dérochement en Ariège le 9 septembre, seront indemnisées « au bénéfice du**

**doute** ». Une décision qui "n'est même pas passée en commission d'indemnisation, alors que de source officielle aucun élément sur le terrain n'a permis de mettre en cause l'ours", commentent les défenseurs des ours. L'**Association des Chambres d'Agriculture des Pyrénées (ACAP)** se dit "préoccupée" et considère dans la "Dépêche du midi" que **"ces événements interrogent clairement, la continuité de l'activité de l'élevage sur les territoires concernés** ». Pour les pro-ours, l'**ACAP récupère en réalité la tension créée par l'Addip-Aspap pour négocier un plan d'aide à l'agriculture pyrénéenne de plusieurs dizaines de millions d'euros**, dont plusieurs millions leur reviendront pour « l'animer »...



## Des sous !

En clair, les **pro-ours accusent les structures anti-ours d'instrumentaliser les dégâts d'ours**, "alors qu'ils représentent moins de 1% des pertes de brebis dans les Pyrénées, mais elles n'hésitent pas à les inventer quand il en manque pour négocier les budgets voulus, comme cela a été le cas de manière flagrante pour le dérochement de Pouilh." Bon, ça, c'est fait. De leur côté, les anti-ours dénoncent les **dizaines de milliers d'euros octroyés aux associations environnementales** par l'Etat. Dans un communiqué du 26 septembre, **les pro-ours répondent en accusant les anti de négocier discrètement plusieurs millions** pour "animer un programme de plusieurs dizaines de millions d'euros, sur des fonds publics, bien entendu".... A quoi l'**ACAP** réplique le 29 septembre que "ce n'est pas elle qui touche les millions d'euros « d'animation » intégrés dans les programmes d'aide à l'agriculture pyrénéenne". Oui, ce sont bien des **structures "d'animation pastorale"** , **mais partenaires de l'ACAP**, précise à son tour Pays-de-l'ours Adet. Et toc.

## L'ours, vraie vache à lait ?

Ambiance, ambiance... Alors, paranos les pro-ours? Machiavéliques les anti? Les Pyrénées françaises, c'est pire que chez les Atrides! Et si l'on en croit les pro, pour les anti, le plantigrade tant décrié serait surtout une vraie vache à lait... Ah, oui, au fait : et l'ours dans tout ça ?

Auteur : **Cathy Lafon**

Source : Ma Planete / Blog Sud-Ouest du 30 septembre 2013

<http://maplanete.blogs.sudouest.fr/archive/2013/09/29/bergers-et-pro-ours-1009601.html>